

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2007)

Heft: 1753

Artikel: Pour une gauche crédible et efficace : les socialistes peuvent et doivent se ressaisir

Autor: Delley, Jean-Daniel

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024467>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

reconduction muette des sept sortants. Sont posées les bonnes questions, ouvertement. Elles sont une

restauration de la politique à l'opposé des arrière-pensées et des intrigues de coulisse.

La balle est maintenant dans le camp des autres partis, y compris les verts. A suivre. A suivre de très près.

Pour une gauche crédible et efficace

Les socialistes peuvent et doivent se ressaisir

Jean-Daniel Delley (27 octobre 2007)

Pour un parti qui ambitionnait de ravir à l'UDC la première place sur l'échiquier politique suisse, le réveil est douloureux. Après la sévère défaite de dimanche dernier, les socialistes s'interrogent: qu'avons-nous fait faux pour obtenir de si mauvais résultats? Déficit d'image et lacunes dans la communication? Manque de moyens financiers pour faire face à la déferlante publicitaire des conservateurs nationalistes? Faiblesse de l'organisation et présence insuffisante sur le terrain? Chacun de ces facteurs a pu jouer un rôle, qu'il est d'ailleurs difficile d'évaluer.

Les socialistes helvétiques ne sont pas seuls en difficulté. C'est la social-démocratie européenne tout entière qui est en crise, après avoir dominé le paysage politique du continent à la fin du siècle passé. Dans un contexte de mondialisation et un climat social marqué par l'inquiétude quant à l'avenir, son message ne passe plus. Alors que les socialistes ont trop longtemps minimisé voire ignoré ces peurs diffuses – immigration, incivilités, violences notamment – des leaders populistes ont su les instrumentaliser à leur profit.

En Suisse, le conflit latent entre traditionalistes et modernistes va sans doute s'exacerber. Déjà les socialistes romands, forts de leurs moindres pertes, reprochent à leurs camarades alémaniques de ne s'intéresser qu'à un électorat urbain et branché. Retour donc à l'électorat salarié et priorité aux thèmes sociaux et économiques, conseille le syndicaliste fribourgeois Christian Levrat. Certains même n'hésitent pas à prôner un coup de barre à gauche que devrait traduire un programme plus radical. A quoi la Bernoise Simonetta Sommaruga, brillamment réélue au Conseil des Etats, rétorque qu'il ne faut pas oublier les consommateurs et les thèmes de société – écologie, violence. Et surtout ne pas craindre de collaborer à des solutions de compromis avec les forces réformistes des partis bourgeois.

Les termes du débat sont mal posés. Il y a longtemps que le parti socialiste n'est plus le représentant d'une classe ouvrière qu'il serait bien difficile de définir aujourd'hui. Parti populaire, il a vocation de s'adresser à un large éventail de la population. Les salariés, qui sont aussi des

consommateurs, constituent d'ailleurs l'écrasante majorité des actifs. Et pourquoi se limiter aux salariés et ne pas prendre en considération le monde de l'entreprise? La socialiste bâloise Anita Fetz, elle-même à la tête d'une petite entreprise de services, regrette le silence de la gauche à propos des PME, cette source d'innovation et d'emplois.

Les idéaux de justice sociale, de solidarité et d'égalité n'ont rien perdu de leur actualité. Encore faut-il les traduire de manière concrète et crédible. En matière sociale, par exemple, il ne suffit pas de prôner la résistance et la défense des acquis. L'antienne rabâchée du «*démantèlement des prestations*» ne porte plus, car si elle disait vrai, il ne resterait plus pierre sur pierre de la politique sociale. Sur l'âge de la retraite, le dossier de la flexibilité est ouvert. Que la gauche s'y engouffre plutôt que de s'accrocher à une baisse générale de la limite d'âge, contraire à la réalité démographique.

Sur la fiscalité, la demande va vers une simplification de l'imposition. La gauche doit prendre l'initiative en proposant la suppression des

déductions, qui profitent d'abord aux revenus élevés. Avec la fin des déductions, l'Etat économiserait en coûts de fonctionnement et la masse imposable augmenterait, ce qui permettrait une baisse des impôts.

Sur le fonctionnement de l'administration, les socialistes, en soutenant sans complexe une modernisation de la gestion publique, offriraient une résistance crédible aux économies linéaires et aveugles prônées par l'UDC. A condition

de se démarquer clairement des profiteurs du fromage étatique, présents jusque dans ses rangs, ainsi que l'a révélé l'épisode peu glorieux des Services industriels genevois.

L'UDC a créé quelque 600 nouvelles sections au cours de la dernière décennie. Pendant que le PSS s'épuisait à lancer des initiatives populaires mal pensées et condamnées à l'échec, quand elle ne faisait pas l'appoint de mouvements sociaux trop souvent marginaux. La gauche doit

maintenant repenser l'investissement de ses énergies.

Enfin la crédibilité des socialistes passe par sa capacité à participer à des majorités constructives. Le programme vise à situer le parti aux yeux des électeurs. Mais en Suisse, la concordance constitue une contrainte systémique et le compromis n'équivaut pas à un parjure. L'électeur, l'électrice demande des solutions, pas la pureté d'une ligne qui ne conduit qu'à l'échec.

Bobos, prolos, socialos

Le PS n'est pas seulement confronté à un problème de stratégie politique, mais aussi au manque de diversité de ses adhérents

Jacques Guyaz (27 octobre 2007)

Aile syndicale ou bobos urbains? Milieux populaires ou jeunesse branchée? Depuis les élections du 21 octobre les commentaires autour du parti socialiste portent sur son public-cible comme on dit en marketing, comme s'il devait choisir ses électeurs. Faux débat. Le parti socialiste devrait être d'abord celui des salariés, qu'ils soient actifs ou retraités, comédien à Zurich, technicien à Soleure ou rentier AVS à Monthey.

Très bien et si l'on examinait les militants? Une sociologie des membres des partis reste à faire, mais le changement semble profond. Il y a 40 ans, souvenirs, souvenirs, le noyau militant était composé des «fédéraux» comme on disait alors, postiers et cheminots, avec un fort contingent de

fonctionnaires de base des cantons et des communes, des concierges, des comptables, des employés de bureaux, des policiers, des techniciens, mais peu d'ouvriers. Les enseignants encadraient ces adhérents et fournissaient l'essentiel des élus de haut vol avec quelques médecins, avocats ou architectes. Eric Voruz, postier à 20 ans, devenu syndic de Morges et nouvel élu – à 62 ans – au National est un parfait représentant de cette époque révolue.

Aujourd'hui, il serait possible de dire en exagérant à peine que la possession d'un diplôme d'une université ou d'une HES est une condition d'entrée au PS qui est désormais formé, en profondeur, de représentants des catégories les plus éduqués de la population. Cela ne

signifie pas qu'il ne peut conserver des positions importantes au sein des milieux populaires travaillés en profondeur par l'UDC, l'exemple vaudois le démontre bien, mais il doit un peu forcer sa nature, s'intéresser à un monde qui n'est plus le sien. Et, difficulté supplémentaire, voilà qu'une partie des élites urbaines est passé dans le camp des verts.

Le parti socialiste n'est pas seulement confronté à un problème de choix politique, ce qui au fond est assez facile à régler – après tout les débats internes servent à ça – mais surtout à la question de sa composition même qui l'éloigne inexorablement d'une sensibilité populaire et ce défi là est autrement plus difficile à relever.